

Sénégal / Un avion d'évacuation sabîme au large Sept disparus

AFP
Dakar/Sénégal

Un avion d'évacuation médicale transportant sept personnes, dont une patiente française, du Burkina Faso au Sénégal, s'est abîmé samedi soir au large de Dakar après un probable "abordage" avec un avion de ligne, a-t-on appris dimanche auprès de l'aviation civile.

L'APPAREIL, un bimoteur HS 125 appartenant à la compagnie privée Senegalair, avait à son bord, outre

la patiente, trois membres d'équipage - deux Algériens et un Congolais -, ainsi qu'un médecin et deux infirmiers sénégalais, a annoncé dans un communiqué l'Agence nationale de l'aviation civile et de la météorologie (Anacim) du Sénégal. Cet avion, toujours recherché dans l'Atlantique hier à 18H00 (locales et GMT), soit pratiquement 24 heures après sa disparition, « avait croisé le vol Ceiba (CEL 071) Boeing B737 800 à destination de Cotonou, à 18H12 GMT » à environ 555 km de Dakar, a précisé l'Anacim dans un

autre communiqué en fin d'après-midi. « D'après les premières informations, il y aurait eu abordage entre les deux aéronefs, ce que les résultats de l'enquête technique permettront de confirmer ou d'infirmier », selon le texte, ajoutant que le vol Ceiba a été dérouté sur Malabo, en Guinée-Equatoriale. Le contact a été perdu avec l'avion, appartenant à la compagnie privée Senegalair, samedi peu après 19H00 (locales et GMT) à 111 km à l'ouest de Dakar, avait auparavant précisé l'Anacim, soulignant que

l'armée de l'Air menait des recherches dans la zone. Ces recherches ont repris hier à 06H00 (locales et GMT), conduites par deux avions et un navire de la marine nationale, a annoncé l'agence de presse étatique sénégalaise APS, citant le service de communication du ministère des Transports aériens. Parti de Ouagadougou à 16H35 (locales et GMT) l'avion devait atterrir à Dakar à 18H20, a-t-on indiqué de source aéroportuaire burkinabè sous couvert d'anonymat. Aucune explication n'a été fournie sur les raisons

pour lesquelles l'avion, en provenance de l'est, se serait retrouvé à l'ouest du Sénégal. Sollicité par l'AFP à Paris, le ministère français des Affaires étrangères n'a pas souhaité révéler l'identité de la patiente française ni les raisons de sa présence à Ouagadougou, se bornant à indiquer que l'ambassade de France à Dakar était en contact avec sa famille. Le site du groupe sénégalais Futurs Médias, a identifié parmi les victimes Yakhya Diop, médecin réanimateur de SOS Médecins au Sénégal.

L'Afrique en bref

Algérie-Libye/Négociations. Pour un gouvernement d'union

L'Algérie, le Niger et le Tchad ont souligné hier à Alger « l'urgence » d'une solution politique en Libye, minée par des violences meurtrières, plaidant pour la mise en place d'un gouvernement d'union nationale.

Burkina/Présidentielle. Recours en annulation

L'un des candidats à la présidentielle du 11 octobre au Burkina a introduit samedi un recours en annulation des candidatures de quatre ex-proches du président déchu Blaise Compaoré, figurant sur une liste provisoire publiée par le Conseil constitutionnel.

Maroc/Locales. PJD : un bon départ pour les législatives



Le parti islamiste au Maroc, mené par le chef du gouvernement Abdelilah Benkirane, a pris date pour les législatives de 2016 en dominant vendredi les élections locales, signe de son implantation durable dans le paysage politique. Le parti Justice et développement (PJD) a en effet remporté les régionales avec 25% des sièges et pris la 3e place des communales, terminant en tête dans les principaux centres urbains dont Fès, la capitale spirituelle.

Guatemala/Excédé par la corruption

Le Guatemala choisit son nouveau président

AFP
Guatemala City/Guatemala

Les Guatémaltèques votaient hier pour désigner leur nouveau président dans un climat d'exaspération inédit face à la corruption, après une semaine historique qui a vu leur dirigeant démissionner puis être placé en garde à vue.

EN milieu de matinée, la participation était « assez acceptable », a affirmé à la presse le président du Tribunal suprême électoral (TSE), Rudy Pineda, sans donner de chiffres mais soulignant qu'« il y (avait) encore le temps pour qu'elle augmente ». Le 2.700 bureaux de vote seront ouverts jusqu'à 18H00 (00H00 GMT) et les premiers résultats tomberont après 21H00 (03H00 GMT lundi).

Après avoir déposé son bulletin dans l'urne, chacun des 7,5 millions d'électeurs doit tremper son index dans de l'encre indélébile, ce qui l'empêche de voter plusieurs fois, dans ce pays où l'achat de voix est monnaie courante.

A l'école Campo Verde, dans le sud de la capitale, des volontaires aux t-shirts bleus orientaient les électeurs dans une ambiance animée par les vendeurs de nourriture, de noix de coco et de jus de fruits.

« J'espère qu'avec ce qui s'est passé (la semaine dernière, ndlr), l'élection serve à ce que ceux que nous choisirons nous surprennent avec des choses bénéfiques pour le peuple, au lieu de nous surprendre avec la corruption », déclarait à l'AFP Carla Pérez, 36 ans, après avoir voté.

Dans le village indigène de San Juan Sacatepéquez, à 30 kilomètres à l'ouest de la capitale, Carlos Cuyuch, fabri-



Des électrices attendant de voter hier dans le village indien de San Juan Sacatepéquez.

cant de meubles en 32 ans, assurait que les récents scandales de corruption « nous incitent encore plus à chercher de nouveaux dirigeants, pour pouvoir en être plus ». Il disait voter « pour avoir un meilleur pays » pour son épouse et ses trois enfants en bas âge, dans un pays où la communauté indigène - 40% de la population - a été la principale victime de la guerre civile (1960-1996) et souffre encore aujourd'hui de racisme.

"PUNIR LES CANDIDATS MALHONNÊTES" * Le favori à la présidentielle est l'humoriste Jimmy Morales, candidat de droite sans expérience politique, crédité de 25% des suffrages dans un sondage publié jeudi, suivi de Manuel Baldizon (droite, 22,9%) et de la social-démocrate Sandra

Torres, ex-Première dame (18,4%). Les Guatémaltèques choisissent aussi 158 députés et 338 maires, au terme d'une semaine rocambolesque qui a vu le président conservateur Otto Pérez, accusé de diriger un réseau de corruption au sein des douanes, perdre son immunité, démissionner puis être placé en garde à vue jusqu'à mardi. Le feuilleton dure en fait depuis avril, avec d'un côté, le travail d'enquête conjoint du parquet et d'une commission spéciale de l'Onu, révélant plusieurs scandales de corruption, et de l'autre, un mouvement populaire sans précédent. Avec des manifestations pacifiques organisées chaque samedi pour dénoncer la corruption, « le Guatemala donne un exemple mondial de mobilisation citoyenne »,

a salué José Edgardo Cal Montoya, historien à l'université San Carlos. Les manifestants exigent désormais une refonte du système politique pour le purger de la corruption, source de 50% du financement des partis selon l'Institut centraméricain d'études fiscales (IcEFI). Mais tous les recours pour repousser le scrutin, déposés par des partis minoritaires et des collectifs citoyens, ont été rejetés par le tribunal électoral. Et les demandes de réformes, pour empêcher la réélection des maires et députés, modifier la gestion des partis et permettre le vote à l'étranger (1,5 million de Guatémaltèques vivent notamment aux Etats-Unis, pour une population de 15,8 millions), n'ont pas été entendues. Samedi, une « marche funè-

bre » a réuni dans la capitale plusieurs centaines d'habitants, portant un cercueil et des habits de deuil face à un scrutin « mort-né ». Face aux craintes d'une forte abstention, voire d'actes de violence dans ce pays pauvre miné par le crime organisé, les appels au vote et au calme se sont multipliés. « La population doit punir avec (son) vote les candidats malhonnêtes », a déclaré, juste après avoir voté, le président par intérim Alejandro Maldonado, qui occupera ce poste jusqu'au 14 janvier. Il a plaidé pour une réforme de la loi électorale et des partis politiques (LEPP) avant le second tour le 25 octobre. Alors que vendredi, des affrontements entre sympathisants ont fait un mort à Santa Barbara (sud), 35.000 policiers encadrent le scrutin, pendant lequel toute vente d'alcool est interdite.

A travers le monde

Mexique/Crime. "Pas de preuve" de l'incinération des 43 étudiants

Un groupe international d'enquêteurs indépendants a conclu hier qu'il n'y avait « pas de preuve » que les 43 étudiants enlevés l'an dernier dans le sud du Mexique avaient été incinérés dans une décharge, contredisant la version officielle du gouvernement mexicain.

Moldavie/Politique. La démission du président

Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté hier en plein centre de Chisinau, la capitale moldave, pour exiger la démission du président Nicolae Timofti, accusé de servir les intérêts des oligarques et ne pas lutter efficacement contre la corruption.

Thaïlande/Politique. Rejet d'une Constitution soutenue par la junte



Un conseil de réforme nommé par la junte au pouvoir en Thaïlande a rejeté hier un projet de Constitution visant pour ses défenseurs à sortir de l'instabilité politique, un non qui risque de prolonger la mainmise de l'armée sur le pays et retarder les élections.